

Manifestation à Paris, du dimanche 16 janvier, en faveur de l'école laïque  
cortège de la Fédération anarchiste... rendez-vous à 11 h au métro Richelieu-Drouot

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

13 AU 19 JANVIER 1994

N° 940

10,00 F



**E** DITORIAL

1994

**l'année de toutes  
les révoltes**

## NI DIEU NI MAÎTRE LAÏCITÉ ET ANARCHISME

**A**DVERSAIRES DE L'ÉTAT, les anarchistes ont toujours eu une position critique vis-à-vis de l'école républicaine. Cette position fut celle de Proudhon, puis celle de la Première Internationale et de la Commune de Paris. En 1890, Fernand Pelloutier pensait que les Bourses du Travail devaient s'ouvrir aux enfants de la classe ouvrière et constituer des centres d'éducation populaire. Au début du 20<sup>e</sup> siècle, Broutchoux plaçait sur le même plan les « *abrutisseurs de la religion et ceux de l'école laïque* ». Quant à la fédération CGT des enseignants, elle évoquait le rôle de l'« *école laïque contre la classe ouvrière* ».

Bref, pour les anarchistes, le combat laïque n'a rien d'un attachement au système républicain (1). Depuis longtemps, les libertaires luttent pour un enseignement qui soit à l'abri non seulement des Eglises, mais aussi des capitalistes, des militaires et des politiciens. Car, si les enseignants ont mis des années à se débarrasser des curés (n'oublions pas qu'avant 1882, le maître d'école était élu en assemblée générale du canton, avec veto de l'évêché), il importe aujourd'hui d'élargir la notion de laïcité et de montrer en quoi la tutelle de l'Etat, l'ouverture de l'école publique sur le patronat et les méthodes réactionnaires de certains enseignants sont autant de dangers pour la liberté de l'enfant. De même, ne laissons pas les chefs d'établissement se servir

de la laïcité comme d'un prétexte pour exclure des élèves (cf. l'affaire des foulards islamiques) ou d'interdire l'expression politique dans les lycées. La laïcité doit être synonyme de liberté et de diversité. Pas question de la laisser enfermer dans une neutralité frileuse et uniformisatrice !

L'école est un appareil idéologique d'Etat. Elle impose un code culturel qui pénalise les enfants issus des milieux populaires et participe à la reproduction des classes sociales. Elle inculque le respect de la hiérarchie et perpétue les valeurs de soumission, d'obéissance. Elle saucissonne la vie des individus et les ampute d'une grande partie de leurs potentialités.

Face à cette situation, les anarchistes luttent pour une éducation fondée sur :

(suite p. 3)

De l'école de la Nation à l'usine du Capital.



Décès d'un immigré clandestin détenu gabonais à la prison de Bois-d'Arcy le 23 décembre, matraquage de SDF campant devant le ministère des Affaires sociales le 27 décembre à Paris... l'année 1993 ne s'est décidément pas bien terminée pour tout le monde. Il n'y a guère qu'un Balladur pour s'offrir quelque répis en son châtelet de Chamonix, avant de s'envoler pour l'Arabie Saoudite en vue d'y décrocher trois contrats d'armement.

Sa Seigneurie voyage alors que le bon peuple, qui toujours à plus de 60% lui conserve sa confiance, inaugure une nouvelle année de crise. Voilà que l'on nous promet déjà, pour 1994, 200 000 nouveaux chômeurs ! A ce rythme, dans dix ans, c'est toute la France qui sera à la rue.

Disparités économiques et sociales, chômage, démagogie politicienne, poussée nationaliste, guerres diverses et variées... la vie est semée d'embûches, mais ce n'est pas une raison pour baisser les bras et abandonner la lutte, que du contraire !

L'année 1994 risque d'être aussi sanglante que 1993, le Mexique nous en offre l'exemple. La pauvreté se résoud par les armes. L'art étant d'être du bon côté du fusil. Vive la Sociale !

**CHÔMAGE, PRÉCARITÉ... ASSEZ !**

## Mobilisation pour l'abolition du chômage

Les 15 et 16 janvier 1994, se dérouleront à Paris les Assises nationales pour « agir ensemble contre le chômage ». Dans le cadre de ces Assises, voici le témoignage d'un de nos camarades du groupe Emma-Goldman de Bordeaux, qui est investi au sein d'un collectif pour l'abolition du chômage.

**D**EPUIS le deuxième semestre 1992, au sein de la revue *Collectif* (BP 74, 75960 Paris cedex), regroupant des responsables syndicaux dissidents et lieu de débats sur le mouvement syndical et la dynamique sociale, des réunions ont conduit à la proposition de collectifs contre le chômage. Dans près de cinquante villes, des collectifs se sont créés autour de l'initiative d'un mouvement pour l'Abolition du chômage ! (AC I), dénommé aussi

Agir ensemble contre le chômage. Un appel national a été diffusé et signé par des militants associatifs, syndicaux, chercheurs, sociologues. L'objectif de ces collectifs est de fédérer les associations intervenant sur les problèmes du chômage, les syndicats, les salariés, les chômeurs et les précaires. Les revendications sont sommaires (tenant sans doute à la diversité des personnes soutenant l'appel) mais essentielles. En effet, elles peuvent amener à changer le

rapport du travail aux revenus et surtout elles visent à relancer une dynamique sociale grandement oubliée dans les années « socialistes ». L'un des objectifs nationaux de cette mobilisation pour l'Abolition du chômage est une (ou plusieurs) grande marche nationale au printemps 1994. Ce mouvement regroupe les revendications contre les licenciements, la défense des droits des chômeurs et précaires et la réduction du temps de travail. Rappelons que lors de son congrès de la Pentecôte 1993 à Bordeaux, la Fédération anarchiste s'était prononcée pour l'abolition du chômage et s'était élevée contre le discours de partage du travail qui se répandait alors.

Sur Bordeaux, à l'appel du syndicat SUD-PTT, une première prise de contact avait été proposée début juillet 1993 pour créer un collectif bordelais pour l'abolition du chômage. Cette proposition fut sans réponse, hormis celle de la FA.

Une pré-rencontre eut donc lieu le 3 juillet à l'Athénée libertaire (7, rue du Muguet à Bordeaux) regroupant une vingtaine de personnes, militants syndicaux, militants de la Fédération anarchiste, militants du Mouvement du Ras-le-Bol (logement, exclusion). De l'ensemble des débats ont alors été retenues les revendications suivantes :

— réduction du temps de travail à 30/32 heures (soit une journée de

(suite p. 4)

**MEXIQUE**  
« LA RÉBELLION  
ZAPATISTE »

P. 8

T2137 - 940 - 10,00 F



FOP 2520

SOMALIE

# Un nouveau colonialisme

**L**A SOMALIE est un territoire occupé par les Nations unies, autrement dit, par des forces qui sont de facto aux ordres des impérialistes et particulièrement à ceux de Washington.

Lorsqu'à la fin 1992 George Bush lance l'opération *Restore hope* — envoyant plus de 20 000 soldats américains en Somalie, sous le prétexte d'un effort « humanitaire » afin de sauver le pays de la famine et du chaos politique — les hommes politiques et les médias présentent bien sûr l'opération comme une mission de secours : la Somalie a faim et les Nations unies protégeront ceux qui la nourriront.

Ce que les médias et le Président oublient de préciser, c'est que la dernière intervention américaine a déstabilisé la Somalie — que les Etats-Unis ont poussée à entrer en conflit avec l'Éthiopie — et que cette guerre a sapé le régime somalien pour finalement désorganiser le pays. Ils omettent aussi de mentionner les « intérêts » vixaux économiques et géopolitiques qui ont conforté Bush dans sa décision d'envoyer les troupes américaines, ainsi que le fait que la « pacification » de cette nation d'Afrique de l'est protège les intérêts de quatre sociétés pétrolières de première ordre, sociétés possédant des enjeux pétroliers en Somalie. De plus, la Somalie a un intérêt stratégique primordial pour les Etats-Unis, qui leur permet d'avoir une tête de pont en direction du Moyen-Orient et du Golfe persique.

Non, les médias ont juste dit que la Somalie avait faim et qu'elle était dans le chaos... et que l'armée américaine déguisée en soldats des Nations unies était là pour redresser la situation. A ce jour, après le retrait des troupes américaines, il reste 18 000 soldats étrangers occupant la Corne d'Afrique somalienne.

Toutes ces raisons sous-jacentes qui expliquent l'intervention américaine en Somalie dans l'opération *Restore hope* font que ce conflit ne diffère en rien de l'invasion du Koweït par les Américains en 1991 (opération *Tempête du désert*) — qui protégeait aussi leurs intérêts pétroliers et

des fouilles systématiques de bâtiments par 4 000 fantassins américains (soutenus par quatre navires de guerre du Golfe persique) et des attaques aériennes continues par des avions Spectre AC-130H et des hélicoptères Cobra. De nombreux citoyens furent alors les lieux de combat.

Le déguisement en mission « humanitaire » s'est montré pour ce qu'il était... une occupation étrangère de type colonial. Le but réel des Américains est d'installer un gouvernement d'hommes de paille soutenu par la force brutale des troupes d'invasion, de façon à instaurer la domination du Pentagone sur la Corne d'Afrique, et de la transformer en une nouvelle base stratégique américaine d'un Moyen-Orient riche en pétrole.

En dépit de l'influence américaine sur l'économie, la politique et l'armée somalienne, les médias américains comme le gouvernement ont décrit les problèmes économiques, écologiques, politiques et éthiques comme étant des problèmes qui seraient le fait de la Somalie seule, sans aucune influence extérieure. En réalité, l'histoire économique et politique de la Somalie a été imposée par les impérialistes.

Le colonialisme européen a divisé l'ethnie somali en cinq Etats : la « Somalie » française (Djibouti), l'Éthiopie, le Kenya, la « Somalie » italienne et la « Somalie » britannique (ces deux dernières s'étaient unies en 1960 pour former la Somalie et ont fait sécession en 1991).

La Somalie a été le centre de la plupart des conflits liés à l'union des ethnies somali en une seule nation, particulièrement au Kenya et en Éthiopie.

Continuant la conquête amorcée par l'empereur éthiopien Ménélik sur la région d'Ogaden (habitée par l'ethnie somali) entre 1887 et 1904, la Grande-Bretagne et l'Italie établissent une frontière séparant l'Éthiopie et ce qui s'appelle maintenant la Somalie sans tenir cas des divisions ethniques ou écologiques que cela engendrait.

Les problèmes économiques et environnementaux sont attribuables au colonialisme. A travers le 19<sup>e</sup> siècle, la Grande-Bretagne et l'Italie imposèrent un « développement » économique colonialiste en Somalie. Les Britanniques, pour des raisons économiques, transformèrent l'agriculture (basée sur l'élevage de troupeaux nomades) en une production extensive de bétail, en vue de faire des surplus destinés à l'exportation vers Aden, capitale du Yémen.

A ce jour, la Somalie est toujours dépendante économiquement de son exportation de bétail. Celui-ci représente 46 % de la production du pays et 65 % des gains à l'exportation. La surproduction de bétail a entraîné une extension des pâturages et la désertification des terres. Ces conditions ont conduit à des conflits entre les éleveurs sur le partage des pâtures et de l'eau, ainsi qu'entre éleveurs et agriculteurs sur les accès aux rivières. Les dégradations écologiques ont également augmenté la vulnérabilité du pays à la sécheresse et à la famine.

Les intérêts des quatre principales sociétés pétrolières américaines Conono, Amaco, Chevron et Phillips (voire Shell pour une brève période) se sont vu accrus par la découverte faite par Hunt Oil d'une réserve estimée à un milliard de barils dans les sous-sols somaliens.

Ces sociétés commencèrent à obtenir des droits d'exploitation pétrolières du gouvernement du dictateur pro-américain, le président Mohammed Siad Barre, en 1986. Quand le dictateur fut

der les intérêts pétroliers américains, mais aussi pour s'emparer de la Somalie comme secteur militaire stratégique, ce qui permettrait le contrôle de la mer Rouge et le maintien de la poigne politique américaine sur les régimes gouvernant la Corne d'Afrique, dont l'Éthiopie, Djibouti, la Somalie et le Soudan.

Depuis plus de trente ans, les Américains ont livré des armes en Somalie et en Éthiopie pour une valeur estimée à un milliard de dollars. Dans les dix ans précédant l'effondrement politique de Barre en 1989, le gouvernement américain a fait cadeau à ce régime d'un équipement militaire d'une valeur de 579 millions de dollars. Etant l'un des plus gros fournisseurs d'armes de Barre, le gouvernement américain a aidé celui-ci à maintenir un contrôle politique de Mogadiscio. Barre a utilisé cet armement fourni par les Etats-Unis et autres nations pour extirper les dissidents politiques, soit en supprimant directement les clans familiaux qui s'opposaient à lui, soit en lançant les clans rivaux les uns contre les autres en fournissant des armes à leurs milices.

Grâce à ces livraisons d'armes et à l'accord avec Barre de 1990 « des armes contre l'accord d'installation de bases », le gouvernement américain ne se contente pas d'influencer la politique intérieure somalienne, mais installe sur la Somalie et l'Afrique de l'est sa politique propre, et se garantit de plus de droits à l'utilisation « à discrétion » de l'infrastructure militaire à Mogadiscio et Berbera. Ces endroits pourraient servir de « chiens de garde » aux régimes pro-occidentaux du Moyen-Orient et d'Afrique du nord-est, ainsi que permettre des accès, à l'ouest, au pétrole du Moyen-Orient et enfin, des voies navigables commerciales entre l'ouest et l'Océan indien.

Tous ces intérêts américains seraient bien entendu menacés par la prise de pouvoir sur la Corne d'Afrique de politiques ou militaires anti-américains.

Une Somalienne écrivait il y a quelques mois dans le *New Internationalist* qu'elle s'interrogeait sur les raisons pour lesquelles tous les postes administratifs et commerciaux en Somalie étaient sous la tutelle soit d'étrangers, soit d'ex-patriotes, alors que dans de nombreux cas, il était clair que les postes étaient tenus par des personnes moins qualifiées et moins expérimentées que des citoyens somaliens. Était-elle capable de voir derrière la soupe servie par les médias et les hommes politiques de façon si hypocrite et si spectaculaire, qu'elle aurait parfaitement compris ces raisons.

**« [Restaurer] un gouvernement stable pour s'emparer de la Somalie comme secteur militaire stratégique... »**

renversé en 1991, ces sociétés conservèrent leurs « droits » d'exploitation sur des concessions représentant deux-tiers de la Somalie. Ceci permit aux compagnies pétrolières de prospecter et d'exploiter le potentiel des réserves pétrolières, particulièrement en Somalie du nord.

A ce jour, du fait de l'opération *Restore hope*, la présence américaine assure la sauvegarde de ces investissements de millions de dollars dans cette région. Les relations étroites entre Conono et les militaires américains confirment bien les intérêts pétroliers cachés sous l'opération *Restore hope*. Conono a autorisé l'armée américaine à transformer l'un des bâtiments de sa société en QG militaire.

La restauration d'un gouvernement stable en Somalie n'est pas seulement essentiel pour sauvegar-

**« [Transformer] la Corne d'Afrique en une nouvelle base stratégique américaine d'un Moyen-Orient riche en pétrole. »**

stratégiques — raisons qui firent long feu pour expliquer pourquoi le 12 et 13 juin, par exemple, les troupes américaines et leurs alliés, sous le couvert des Nations unies, attaquèrent la population de Mogadiscio par un violent bombardement, massacrant des douzaines de personnes qui manifestaient pacifiquement contre l'occupation militaire de leur pays.

Cette attaque sauvage a été la première phase d'une opération à long terme, qui mettait en œuvre

le monde  
**libertaire**

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

## Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)   
**Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.**  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

## Laïcité et anarchisme

(suite de la « une »)

— la transmission anti-autoritaire et l'autoconstruction des savoirs ;

— l'apprentissage concret de la démocratie directe et de l'autogestion ;

— le respect du jeune dans sa liberté, sa spécificité et son autonomie ;

— le développement intégral de ses potentialités créatrices, physiques, manuelles et intellectuelles.

D'autre part, ils soutiennent les expériences pédagogiques dans le sens d'une libération de l'individu ou tendant à limiter la reproduction des inégalités sociales et culturelles. Ils mènent une action syndicale et inter-catégorielle (enseignants, enfants, parents, personnels administratifs et techniques...) par rapport aux moyens (postes, locaux, matériel, nombre d'élèves par classe...), mais aussi par rapports aux contenus d'enseignement (que les mouvements actuels

dans l'Éducation oublient trop souvent de remettre en cause).

Enfin, ils luttent à long terme pour la déscolarisation du système éducatif. Rappelons qu'il s'agit à cet effet, dans le cadre d'une société radicalement différente, de remplacer l'école (en tant que lieu clos et figé) par une multitude de lieux éducatifs, globaux et ouverts, liés étroitement et concrètement à la vie économique, sociale et culturelle à travers un grand réseau d'enseignement mutuel organisé sur le mode fédéraliste.

**Eric Dussart**  
(individuel FA - Lille)

(1) « Sur le plan philosophique et des idées, l'anarchisme peut être considéré comme la manifestation la plus extrême du processus de laïcisation de la pensée occidentale, aboutissant au rejet de tous les principes qui, de tout temps, sous des formes et des modalités différentes, ont été utilisés par les maîtres du moment pour justifier leur exploitation et leur domination sur le reste de la population. », in *Qu'est-ce que l'anarchisme ?*, brochure de la FA publiée en 1991.

### Motion FA sur la laïcité

1984 fut une année marquante de la guerre scolaire. On se souvient des grandes manifestations en faveur de l'école privée et de la réaction du camp laïque. Voici la motion adoptée par la Fédération anarchiste cette année-là lors de son 39<sup>e</sup> congrès...

« La laïcité a toujours été au cœur du combat anarchiste. L'école privée, religieuse à plus de 90%, est avant tout porteuse de l'idéologie cléricale, ce qui est inacceptable dans un service public visant à l'éducation. C'est aussi par excellence l'école du capitalisme. Ceci est mis en évidence par le financement à outrance des écoles techniques privées par les patrons, par le biais de la taxe d'apprentissage.

C'est donc sans ambiguïté que nous nous prononçons pour la défense des acquis, quoique insuffisants, de l'école laïque :

- gratuité de l'enseignement ;
- garantie statutaire pour les enseignants qui permet une certaine indépendance pédagogique.

Nous rejetons toute école privée confessionnelle. Qu'aucun financement public n'aille à l'école privée, qu'aucun enseignement religieux ne soit permis dans l'enceinte d'une école ou dans son cadre à l'extérieur de cette enceinte et ceci au nom du respect de la liberté de l'enfant.

Cependant :

- le statut de l'Alsace-Moselle n'a pas été remis en cause ;
- pire, les lois Savary et les lois de décentralisation vont étendre la notion de « caractère propre » de l'enseignement privé (défini par la loi Guerneur-Debré) à l'enseignement public, mettant l'ensemble des enseignants à la merci des pressions de groupes extérieurs : notables locaux, patronat, organisations de parents d'élèves (si cette intervention tend à se substituer à l'indépendance pédagogique de l'enseignant).

Nous ne sommes pas pour autant opposés, bien au contraire, à ce que les enseignants, sur la base du volontariat, mettent en place une stratégie contre l'échec scolaire, sous la forme d'un projet pédagogique ;

- le protocole Henu-Savary offre à l'armée la possibilité d'intervenir à l'intérieur des établissements scolaires.

L'école publique ne reçoit toujours pas les moyens de remplir ses fonctions de service public (budget, formation des enseignants, auxiliaires...) alors que le financement de l'enseignement privé devient obligatoire (loi Savary aggravant la loi Guerneur).

En avançant et défendant de tels projets, la gauche s'est, comme sur les autres terrains, totalement disqualifiée dans le domaine scolaire. Ces projets (Savary, décentralisation...) entrant dans un projet global de société que nous combattons.

Les anarchistes ne confondent pas décentralisation et fédéralisme, ni cogestion et gestion directe.

Pour autant, nous restons tout à fait lucides sur la réalité de classe de l'école publique (reproduction des classes sociales et du schéma social existant).

Ainsi, les anarchistes ont leur propre idée de la laïcité : c'est l'éducation qui tend à la disparition de toute tutelle religieuse, bourgeoise et étatique ; éducation qui ne se réalisera que dans une société sans Etat et sans classe : une société socialiste libertaire et qui sera alors l'œuvre de toutes les parties concernées (enseignants, enseignés et parents). »

Fédération anarchiste

## GUERRE SCOLAIRE

# A l'ouest rien de nouveau

**S** L'ÉCOLE PRIVÉE ne représente en France que 16% des enfants scolarisés, elle est une réelle concurrente du service public dans tout l'ouest du pays. Vendée et Bretagne connaissent la guerre scolaire et ceci tous les jours. A proximité de certaines agglomérations, 20 à 30% des élèves sont dans le privé (40% à Nantes). A la campagne, dans certains cantons bretons et vendéens, ces chiffres montent à 80, 90, voire 100%. C'est là une guerre au quotidien en « pays chouan » que se livrent enseignants, parents.

On s'en doute, les pouvoirs locaux n'apaisent pas les choses. Il n'est pas rare de voir des écoles publiques recevoir une très faible subvention par élève et par an : elle peut parfois se limiter à un franc. Bien sûr, l'école des curés reçoit beaucoup plus. Ceci est illégal (Dieu le veut ainsi...) mais les autorités compétentes ferment les yeux sur ces détournements de fonds... Rares sont les enseignants du public qui restent dans ces endroits. L'isolement, les pressions (refus de vendre du pain par exemple) les font fuir dans bien des cas. Dans toute cette région, on n'a pas ranimé la guerre scolaire, on l'a renforcée, on a sur-armé les calotins...

Il est difficile de faire une comparaison entre le privé et le public en ce qui

concerne les résultats scolaires. Difficile car dans les lycées privés un élève en difficulté est renvoyé, et on ne présentera au baccalauréat que l'élite. Dans les écoles primaires et les collèges, par contre, pour conserver une famille, on arrange les résultats, selon les attentes des parents.

### Les résultats de l'école publique

L'école publique a mauvaise réputation dans les médias et une partie de l'opinion. Bayrou parle de bons et de mauvais enseignants. Cela est-il fondé ?

Globalement, on sait que le niveau est meilleur qu'au début du siècle. L'orthographe n'est pas catastrophique (des études ont démontré que les enfants aujourd'hui font moins de fautes que leurs grands-parents — étude faite sur une dictée de 1910).

Les élèves de CM1 et Troisième ont un meilleur niveau en lecture que ceux des autres pays de la CEE (étude réalisée en 1991, rapport du Centre international d'études pédagogiques). Le nombre des bacheliers a triplé en 20 ans (21% en 1970 et 60% en 1992). Mais dans le même temps, les enfants qui ne réussissent pas sont plus démunis que jamais.

L'illitérisme recule mais l'école publique reste une école de classes

(seulement 10% d'enfants d'ouvriers accèdent aux études supérieures). Dans les campagnes, malgré des résultats supérieurs, les ruraux s'orientent plus facilement vers l'apprentissage.

Le rapport Mingat (août 1993) indique qu'en ce qui concerne les élèves ayant quitté le primaire en 1980, si 45% atteignent la fin d'un enseignement général, seuls 32% d'enfants d'ouvriers y arrivent contre 85% d'enfants de cadres.

L'échec scolaire engendre l'échec scolaire, fait amplifié par la crise économique, la misère culturelle et l'absence d'identité...

Laurent

(gr. Francisco-Ferrer - Lorient)

N.B. : Gr. Francisco-Ferrer, Cité Allende, boîte n° 19, 56100 Lorient.

**FORUM**  
Samedi 15 janvier  
16 h  
**LE LYCÉE AUTOGÉRÉ DE PARIS**  
Librairie  
du Monde Libertaire  
145, rue Amelot  
(M° Oberkampf)  
75011 Paris

## PARUTIONS

**PRESSE**  
Le n° 15 de *La Mistouffe* est sorti. Seize pages de réflexion, d'information, de poésie, de dessins, de coups de gueule. Gratuit (sauf frais de port à 6,70 F).  
*La Mistouffe*, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

**PRESSE**  
Le n° 105 (janvier 1994) de *Contre vents et marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes, vient de paraître. Prix : 6 F (abonnement : 60 F, chèque à l'ordre de « Contre-Courants »).  
Au sommaire : antimilitarisme, syndicalisme, abbé Pierre, Brésil, Afrique, bouquins.  
A commander à « Contre-Courants », La Ladrère, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

**PRESSE**  
Le n° 6 de *la Protesta*, journal anarchiste brestois à parution sporadique, édité par le groupe Les Temps Nouveaux vient de paraître. Prix : 2 F.

Au sommaire : Fin de terre ? le chômage, contre l'Institut catholique de Brest, vallée d'Aspe : massacre à la bétonneuse, rue de Saint-Malo : la fin d'une expérience ?, disques, livres et BD.  
*La Protesta* c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex.

**PRESSE**  
Le n° 1 de *la Revolta*, feuille des anarchistes de l'Ariège vient de paraître. Pour se le procurer, envoyez un timbre à 2,80 F à l'une des deux adresses suivantes :  
— Maison FA de l'Ariège, 2, rue Georges-Bordas, 09000 Foix ;  
— Alain Feliu, 09460 Artigues.

## CHEMINS DE TRAVERSE Quelques bonnes adresses

La Fédération anarchiste n'est pas une organisation monolithique. C'est un lieu de débat, de confrontation, de coordination des pluralités agissantes. C'est ainsi qu'en matière d'éducation, les pratiques libertaires sont multiples. Les anarchistes interviennent là où ils exercent, en fonction de motivations personnelles ou de choix stratégiques. Les uns travaillent au sein de l'institution scolaire en essayant d'y faire bouger les choses et sans s'illusionner sur les possibilités de répression ou de récupération. Les autres tentent de vivre autrement en dehors de cette institution.

Voici quelques adresses de structures dans lesquelles interviennent les libertaires. Cette liste, bien entendu, n'est pas exhaustive...

— Centre d'Éducation libertaire Bonaventure, 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron ;

— Fédération des Syndicats de l'Éducation (CNT), 33, rue des Vignoles, 75020 Paris ;

— ICEM (pédagogie Freinet), BP 39, 06321 Cannes-La Bocca cedex ;

— *Ecole émancipée* (revue), 8, impasse Crozatier, 75012 Paris ;

— *Zéro de Conduite* (revue), 77, rue des Haies, 75020 Paris.

Enfin, voici l'adresse à laquelle se procurer le *Guide-annuaire des écoles différentes et autres lieux*, A.I.E., 29, rue Davy, 75017 Paris.

Et comme l'école n'est pas obligatoire, que l'instruction à la maison est légale : « Les Enfants d'abord », La Souche, 42940 Chatelneuf. Tél. : 77.76.84.70.

Eric Dussart

**Mordicus, Quilombo, CNT-FAU, Reflexes**  
DIMANCHE 16 JANVIER - 17 H  
Concert de soutien à « La Bonne Descente »  
(lieu de rencontres, de débats, de projections vidéos,  
de réunions, de diffusion...)  
avec  
Sodenly, Canal Scruff, Tears of a Doll et The Informers  
au 14, rue de Nanteuil (M° Plaisance), 75015 PARIS  
Bouffe, boissons, tables de presse...  
Entrée : 40 F

# Mobilisation pour l'abolition du chômage

**R**ENDEZ-VOUS

(suite de la « une »)

travail en moins) partout et tout de suite, sans réduction de salaire avec embauche compensatrice immédiate (pour cinq salariés, une embauche) ;

— garantie des revenus : « Revenu minimum garanti » pour tous, indépendamment de l'activité. Le revenu minimum garanti doit permettre de mener une vie « décente », notamment s'alimenter, se loger, se soigner, s'instruire, se divertir... ;

— actions communes aux chômeurs, précaires et statuts fixes à prévoir dans la campagne ;

— refus de la notion de « partage

du travail ». En effet, cette notion oppose artificiellement salariés et chômeurs, laissant au patronat un rôle d'arbitre et cachant sa responsabilité de décideur ; cette notion ne s'attaque pas à l'inégale répartition du travail et entretient la flexibilité ; le « partage du travail » est un partage de la misère et de la précarité, laissant hors du champ de la « négociation » la spéculation financière ;

— critique du rôle et de la finalité du travail dans la société. Il nous faut définir quel travail nous voulons et pour quelle société. Il importe de travailler autrement. Eviter ce débat

peut être dangereux, car il est possible de créer des emplois à forte exploitation (exemple, des emplois de domesticité...);

— compensation de la pénibilité de certains travaux par des réductions supplémentaires d'horaires et par une automatisation prioritaire de ces tâches ;

— vers l'égalité des salaires pour une réduction des écarts de revenus.

Ces propositions ont été adressées à la revue *Collectif*, sans suite.

Le mardi 4 janvier 1994, après un nouvel appel du SUD-PTT-Gironde, un collectif local pour l'abolition du chômage s'est donc constitué avec la participation du SUD, de la CFDT-ANPE, des Etats généraux des chômeurs, de la LCR et de la Fédération anarchiste, ainsi que de diverses personnes (salariés ou chômeurs). Quelques individus étaient présents comme observateurs pour le compte du Mouvement Rasle-Bol, le CAF, la Confédération nationale du travail, l'Organisation communiste libertaire, la FSU ou l'Appel pour les 35 heures.

Faisons quelques remarques sur l'ensemble de cette initiative. Cet appel national ne fait pas d'analyses des causes du chômage. Il s'attaque essentiellement à ses conséquences

sur les conditions de ceux qui en sont victimes. Il ne dénonce pas le système capitaliste comme responsable du chômage, le but du capitalisme étant l'accumulation des profits, donc la réduction des coûts de production et en particulier ceux de la main d'œuvre. Il me semble, malgré cela, important que nous, anarchistes, soyons présents dans ce mouvement pour pousser la logique inhérente à l'abolition du chômage vers l'abolition du capitalisme et de l'exploitation salariale.

En effet, d'autres mouvements, comme « Partage », d'obédience chrétienne, appelant eux aussi à une marche au printemps 1994, défendent l'idée de partage du travail et de compensation salariale à l'embauche de chômeurs.

Il est donc important d'être présents dans les collectifs locaux, aux assises des 15 et 16 janvier à Paris (La Plaine-Saint-Denis) et à la marche du printemps 1994 pour avancer vers une véritable « abolition du chômage ».

Philippe Arnaud  
(gr. Emma-Goldman - Bordeaux)

N.B. : « AC 1 », BP 74, 75960 Paris cedex 20.

**« Assises nationales pour agir ensemble contre le chômage »**  
samedi 15 janvier - 11 h  
dimanche 16 janvier - 9 h  
Salles LSC  
144, avenue du Président-Wilson  
(M<sup>o</sup> Porte-de-la-Chapelle)  
ou RER B, station La Plaine-Voyageurs)  
LA PLAINE-SAINT-DENIS

LIVRE CGT

## La lettre de Viannet

IL PEUT-ÊTRE trop tôt pour parler des résultats des luttes des travailleurs du Livre parisien. Désunis face à l'offensive du groupe Hersant et de Philippe Villin, ils ont tout de même fait reculer les prétentions de ce dernier quant au nombre d'ouvriers du Livre en moins dans les ateliers de France-Soir, du Figaro et de Paris-Turf. Mais

tout n'est pas encore réglé entre le Livre parisien et le groupe Hersant qu'il s'agisse des effectifs pour l'avenir ou du plan social.

Ce qui est aujourd'hui du domaine public (cf. *le Monde* du 7 janvier 1994) est la réaction des rotativistes de la presse parisienne à la lettre de Louis Viannet.

En effet, le secrétaire général de la CGT a envoyé (fait sans précédent dans la confédération) à chacun des syndiqués rotativistes de presse parisienne une lettre juste avant le congrès du Syndicat général du Livre (1). Que dit-elle ? En gros, qu'il ne faut pas revenir aux structures du passé (faire un syndicat de métier) et s'en

remettre aux discussions et décisions du congrès du SGL. Peut-être permanent trop tôt, Viannet méconnaît le monde du travail en dehors des instances confédérales (ce qui n'était pas le cas de Krasucki, métallurgiste parisien et FTP-MOI).

Louis Viannet croit peut-être que le congrès du SGL va tout régler ! Il ignore ou semble ignorer qu'en dehors du SGL, il y a le Syndicat national des employés, le Syndicat des cadres, la Chambre typographique, le Syndicat des correcteurs. Organisations qui entendent rester maîtresses de leur destin et qui selon les rotativistes eux-mêmes fait « le charme du Comité Inter... et sa richesse ».

Syndicat de métier ou syndicat d'industrie ? Le débat a fait couler beaucoup d'encre entre autres dans nos milieux, dans les années 30, dans les colonnes de *Solidaridad Obrera*, organe de la CNT espagnole. (2) Il est sûr que Louis Viannet et les rotativistes parisiens sont, pour des libertaires, de bien étranges protagonistes pour ce vieux débat du mouvement ouvrier. En ces temps de recul du mouvement syndical, peut-être faudrait-il raisonner autrement qu'en sauvant la paye de certains permanents syndicaux.

La suite dira peut-être si le débat était syndical ou cruellement une simple affaire de gros sous.

Sitting Bull

(1) La lettre est datée du 3 janvier, le congrès du Syndicat général du Livre a lieu le 14 janvier.

(2) La polémique, si je me souviens bien, était entre Pierre Besnard (CGT-SR) et Diego Abad de Santillan (CNT).

## Associations

**CLERMONT-FERRAND : CYCLE DU FILM ESPAGNOL A L'ATENEO ET PERMANENCE LIBERTAIRE (RAPPEL)**

Programme de l'Ateneo pour janvier :

— le lundi 17, projection de *Casas Viejas*, film en VO sur une des premières proclamations du communisme libertaire espagnol, durement réprimée par les socialistes en janvier 1933 ;

— le lundi 24, projection de *La luna de lobos*, le maquis espagnol en 1937 ;

— le lundi 31, projection de *Rocio*.

Ce cycle espagnol est présenté par un tout nouveau groupe libertaire qui se réunit chaque lundi de 20 h 30 à 22 h 30 à l'Ateneo, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.

Ce groupe invite les membres de la FA à venir le rencontrer. Il leur propose de participer aux activités du local et d'assurer une permanence (selon leur désir).

**MARSEILLE : RÉUNION-DÉBAT AU CIRA**

Ronald Creagh, professeur à l'université de Montpellier, animera un débat : « Bienvenue dans le monde de l'information alternative », le samedi 15 janvier à 17 h 30, au siège du Centre international de recherches sur l'anarchisme, 3, rue Saint-Dominique (angle place des

Capucines), métro Gare-Saint-Charles, 13001 Marseille. Le CIRA tient ses permanences chaque mardi et jeudi de 15 h à 18 h.

**PARIS : SPECTACLE AVEC LOUIS ARTI ET BORIS MÉGOT AUX VIGNOLES**

Pour les vacances d'avril, la CNT propose un séjour dans les Pyrénées pour les enfants, en association avec le centre d'accueil « Les Marmottes » d'Artigues (Ariège). Pour réduire les frais de voyage, une soirée est organisée le samedi 15 janvier à 20 h par le Syndicat des employés et travailleurs précaires du commerce et de l'industrie de la région parisienne, avec Louis Arti et Boris Mégot, au 33, rue des Vignoles (M<sup>o</sup> Avon ou Buzenval), 75020 Paris. Entrée gratuite pour les enfants et 50 F pour les adultes.

**PARIS : DÎNER ET SPECTACLE AVEC MARIE-CLAIRE CALMUS**

L'association « Au lever de rideau » vous invite à assister au dîner-spectacle « Corps et Mots » de Marie-Claire Calmus, le samedi 15 janvier à 19 h 30, à l'Auberge Montmartroise, 6, rue des Abbesses, 75018 Paris. Réservation auprès de Colette Jarjavay au 45.18.01.66. Entrée : 90 F.

CHELLES

Le groupe Sacco-Vanzetti de la FA organise le samedi 15 janvier à 20 h 30 une réunion-débat ayant pour thème : « Le syndicalisme est-il mort ? », avec la participation de Hugues Lenoir.

Adresse du local : 1 bis, rue Emilie (près de la gare SNCF), 77500 Chelles.

DIJON

Samedi 22 janvier, au local « La Mistouffe », 61, rue Jeannin à Dijon, demi-journée rencontre avec les Mistouffiens et Mistouffiens. Au programme :

— 16 h : présentation de l'association « Maloka » et de la FA sur Dijon, avec rétrospective des activités menées ces dernières années ;

— 18 h : discussion avec les personnes présentes sur le mouvement anarchiste dijonnais, puis selon des thèmes proposés : — bouffe, boissons, bal populaire. On vous y attend nombreux et curieux.

FOIX

La FA de l'Ariège vend le *Monde libertaire* chaque premier et troisième lundis du mois, entre 10 h et 11 h 30/12h, sur le Champ de Mars où se déroule le marché de Foix.

PARIS

A l'initiative de l'Union régionale parisienne de la FA, le premier cours-conférence-débat d'une série de cinq, s'échelonnant jusqu'au vendredi 4 mars, aura lieu le vendredi 28 janvier à 20 h 30 sur le thème suivant : « Partage du travail ? Réduction du temps de travail ? Et l'anarchisme dans tout ça ? », au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M<sup>o</sup> Blanche), 75018 Paris.

MOSELLE/BAS-RHIN

Pour contacter la Fédération anarchiste sur Moselle/Bas-Rhin, écrivez à « Ne Plus Subir », BP 74, 57805 Freyming-Merlebach ou « Ne Plus Subir », BP 58, 67260 Sarre-Union.

NANTES

Réunion publique sur les médias : « Information, désinformation... manipulation ! », le vendredi 14 janvier à 20 h 30, à l'initiative du groupe Milly-Witkop de la Fédération anarchiste, de l'OCL, de Margot Versas SA, du MAD et du Fulor.

Cette réunion publique se déroulera au « Local », 16, rue Sanlecque (quartier Chaussée de la Madeleine) à Nantes.

SAINT-NAZAIRE

Le groupe libertaire Fernand-Pelloutier se réunira le vendredi 14 janvier à 20 h 30 à la Maison du Peuple (salle C), place Salvador-Allende. A l'ordre du jour de cette réunion à laquelle vous êtes invités : la sortie d'un journal local et la campagne sur la laïcité, avec manifestation du 16 janvier à Paris. Groupe libertaire Fernand-Pelloutier c/o « Les Amis de Fernand-Pelloutier », Maison du Peuple, place Salvador-Allende, 44600 Saint-Nazaire.

ELISABETH GUILMOU DE LA TRONCHE samedi 22 janvier 20 h 30

Caveau « La Bohème » / théâtre des Déchargeurs 3, rue des Déchargeurs (M<sup>o</sup> RER Châtelet) 75001 Paris. Tél. : 42.36.10.29 Entrée : 60 et 80 F

BOSNIE-HERZÉGOVINE

# Le lobby interventionniste

IL EST HABITUEL d'entendre qu'en Bosnie la Communauté européenne et les Etats occidentaux se montrent « impuissants », « faibles », « lâches », bref qu'ils n'interviennent pas. Rien n'est plus faux. En effet, ce n'est pas parce que ces puissances n'ont pas recours au *blitzkrieg*, façon guerre du Golfe, qu'elles n'agissent pas en Bosnie et en Yougoslavie. Bien au contraire, la logique même de leurs choix, la priorité donnée aux Casques bleus de l'ONU, aux convois humanitaires, et leur gestion du laisser-faire constituent bel et bien une forme d'intervention.

Leur but ? Laisser les forces locales s'entre-déchirer pour ramasser la mise géopolitique et économique : nouvelles sphères d'influence et parts de marché. Le tout dans un cadre à ne pas dépasser, en particulier le respect des frontières extérieures. Par contre, à l'intérieur d'un espace déterminé, la Bosnie-Herzégovine en l'occurrence, tout est redécoupable et négociable. On ne touchera pas aux frontières extérieures car cette remise en cause risquerait de mettre le feu aux poudres partout ailleurs en Europe (Pologne, Sud-Tyrol, Flandre, Irlande...) et dans le monde (Afrique notamment).

Le président croate Tudjman et le président serbe Milosevic, tous les deux formés à la dure école bolchevico-titiste, laquelle n'avait rien d'une classe de rattrapage pour politiciens handicapés, ont bien compris cette règle du jeu. Ils prônent ainsi la modération envers leurs minorités nationales situées en pays adverse, quitte à repratiquer l'escalade plus tard. Les Serbes de la Krajina croate qui viennent de proclamer leur indépendance s'en sont d'ailleurs rendus compte à leurs dépens puisque Milosevic est en train de les lâcher, temporairement, tactiquement, pour amadouer le gouvernement croate et la Communauté européenne à propos de la Bosnie.

Le problème est bien entendu qu'il est difficile pour les puissances occidentales d'empêcher le passage d'une logique de découpage interne à une remise en cause des frontières externes, une fois admis le principe d'indépendance. L'agitation diplomatique et les pressions exercées à l'encontre des divers protagonistes en Bosnie visent essentiellement à contenir l'inflation sécessionniste, pas à réduire le nombre de morts qui par ailleurs continue de croître au Burundi, en Angola, en Somalie, en Haïti, à Timor...

## Le conglomérat des faucons

Certains, toutefois, réclament plus d'intervention en Bosnie (1). Par là, ils entendent une intervention militaire en bonne et due forme, à croire que la

guerre du Golfe leur a donné de la nostalgie. Ces « pro-interventionnistes » rassemblent pêle-mêle toutes sortes de gens dont la caractéristique politique essentielle est d'être dans l'opposition, quelle qu'elle soit. Quand ils n'étaient pas au pouvoir, des Léotard ou des Clinton réclamaient des mesures énergiques et militaires « contre les Serbes ». Ils s'agissaient alors de satisfaire démagogiquement les aspirations vagues d'un électoralat quelque peu déboussolé par les images télévisées et réglant le conflit yougoslave sur le comptoir d'un bistrot. Une fois arrivés au pouvoir, ces « marlous » doivent agir autrement, ne serait-ce que parce que les militaires leur rient au nez lorsqu'ils leur parlent d'intervention ponctuelle ou de frappe aérienne sans soutien au sol, et sans risque de conflagration guerrière. Ces politiciens appliquent alors la *realpolitik* parce que cela répond à l'intérêt des Etats qu'ils défendent.

Le courant interventionniste est très fort aux Etats-Unis. Il s'appuie notamment sur les médias, violemment anti-serbes. Chez les politiciens qu'il a gagnés (2), les objectifs sont doubles : 1/ regagner la confiance des Etats musulmans ébranlés par la guerre du Golfe et toujours agités par la question palestinienne ; 2/ jouer, pour les plus durs, une nouvelle carte dans les Balkans, en compagnie du vieil allié local, l'Etat turc, qui ne cesse, en phase avec une partie importante de sa population, de s'inquiéter du sort des populations musulmanes dans la région. D'une pierre deux coups : soutenir les Musulmans tout en embêtant l'Europe.

La présidence Bush tint tête au lobby interventionniste car elle voulait garder de bons liens avec l'Etat allemand, lequel se désintéresse du sort de la Bosnie tant que cela ne nuit pas à son allié, l'Etat croate. La nouvelle présidence Clinton eut des hésitations, mais elle a finalement jugé que le jeu n'en valait pas la chandelle (3). Elle s'est ralliée à la défense du plan Vance-Owen qui découpe la Bosnie. En guise de lot de consolation, le sénat américain avait voté, le 30 septembre 1992, une aide militaire de 50 millions de dollars à l'Etat bosniaque, dès que l'embargo de l'ONU sur la fourniture d'armes aux belligérants sera levé.

En France, tout un conglomérat est favorable à une intervention militaire musclée. On y trouve aussi bien des intellos à peine éloignés du pouvoir (Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut, Bertrand Poirot-Delpech, Paul Thibaud), des artistes (Michel Piccoli, Jane Birkin, Bernard Favre-d'Arcier), des politiciens re-itu (Bernard Kouchne/PS, Léon Schwartzenberg/gauche, Pierre Lellouche/RPR), des écolos, des partis d'extrême-gauche et des groupuscules gauchisants. Ce n'est

d'ailleurs pas le moindre paradoxe de voir que ceux de gauche ou d'extrême gauche se retrouvent sur les positions du sénat américain qui était, il n'y a pas si longtemps que cela encore, le grand méchant !

Et on peut voir à la télé (Arte, le 19 décembre 1993), Piccoli crier « Aux armes, députés européens ! » sur un plateau qui, cela tombe bien, est justement celui de l'hémicycle du parlement européen. Le tout sous les applaudissements d'une foule galvanisée et les sourires contraints d'une poignée de ministres au fait des contingences mais qui n'eurent pas le cœur (ou par calcul tactique) de dire aux représentants de la gauche : mais qu'avez-vous donc fait quand vous étiez au pouvoir ? N'avez-vous pas encouragé le dépeçage de la Yougoslavie ? Un Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, peut bien s'en mordre les doigts ou un Chevènement nous promettre qu'il fera autre chose, les responsabilités sont bien établies, et nous ne les oublierons pas.

Mais tous ces gens qui rêvent de se battre en Bosnie, qu'ils y aillent donc, qu'ils cessent de se construire leur image de défenseurs de la veuve et de l'orphelin à coups de dîners parisiens ou d'aller-retours Paris-Sarajevo !

## Illusions, naïveté et désinformation

La désinformation est quasi systématique. Au cours de cette même émission, on put entendre l'éditorialiste du journal *Ostobodjenci*, se plaindre de ce que les « démocraties occidentales » avaient aidé la république espagnole en 1936 mais qu'elles abandonnent la Bosnie, et personne, pas même l'animateur tantôt mielleux tantôt égaré (égareur ?), ne lui a gentiment rappelé que, précisément, les démocraties avaient laissé tomber l'Espagne, à commencer par le Front Populaire de gauche en France ! Toujours en direct, des militaires bosniaques réclament des armes : plus d'armes, veulent-ils probablement dire, car ils en ont déjà et les trafics d'armement, notamment financés par les Etats musulmans, se portent bien, merci ! Un ancien guide touristique de Sarajevo proclame que sa ville avait été la plus fraternelle et la plus cosmopolite du monde mais, outre le fait que cela soit présomptueux ou exagéré (toujours le chauvinisme !), personne ne demande pourquoi les électeurs bosniaques ont majoritairement voté pour des listes ethnico-nationalistes ! Et on s'étonne des résultats fratricides !

Mais à quels Bosniaques faut-il donner des armes ? Aux partisans musulmans du milliardaire Fikret Abdic (4) qui, à Bihac, au nord-ouest de la Bosnie, viennent de faire séces-

sion du gouvernement central bosniaque ? Ou bien aux partisans musulmans d'Izetbegovic qui viennent de s'attaquer aux précédents (5) ? Cela, les activistes pro-interventionnistes fascinés par la lutte armée façon IRA, ETA ou Abou Nibal, ne nous le disent pas, et pour cause (6).

On ne sait pas à quel degré les intellectuels et les artistes qui réclament une intervention militaire font sciemment le jeu des faucons politiques ou

militaires, qui existent toujours et partout, ravis de conquérir par la force une nouvelle puissance ou de s'entraîner sur le terrain tout en étant auréolés de l'approbation du citoyen à la fois abusé et las de voir les images de Sarajevo troubler son repas, mais une chose est sûre : ils porteront eux aussi une large part de responsabilité dans l'escalade guerrière.

Philippe Pelletier  
(gr. Makhno - Saint-Etienne)

### Notes

- (1) Parfois de façon sibylline. Ainsi un *Appel d'intellectuels français en faveur de Sarajevo* proclame : « Il faut aller à Sarajevo ». Parmi les signataires : Alexandre Adler, Josette Alia, Michèle Barzach, Christine Clerc, Daniel Cohn-Bendit, Olivier Duhamel, André Glucksmann, Marek Halter, Eugène Ionesco, Laurent Joffrin et Serge Mouti.
- (2) En particulier : Les Aspin, secrétaire à la Défense ; Anthony Lake, chef du Conseil national de sécurité ; le Département d'Etat ; Madeleine Albright, représentante des Etats-Unis à l'ONU.
- (3) Notamment par la publication d'un *Programme d'action*, en mai 1993.
- (4) Abdic dont le numéro d'été 93 du *Monde libertaire* annonçait d'ores et déjà l'évolution, non par prescience mais par analyse lucide et anarchiste de la situation yougoslave.
- (5) Des musulmans tirent donc sur d'autres musulmans (*Le Monde*, 6 octobre 1993). La sécession officielle d'Abdic date de septembre 1993. D'après un porte-parole de la FORPRONU, les partisans d'Abdic reçoivent le soutien de l'artillerie serbe locale (*Le Monde*, 7 décembre 1993). Un « accord de paix durable » a été signé entre le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, et Fikret Abdic fin octobre 1993 ; Abdic a signé à la même époque un accord similaire avec le leader des Croates de Bosnie, Mate Boban (*Le Monde*, 24-25 octobre 1993). C'est l'un des derniers en date de ces retournements d'alliance que les anarchistes ne cessent de pronostiquer. Rappelons que l'alliance croato-musulmane, officiellement scellée par Tudjman et Izetbegovic en personne (rencontre de Zagreb le 21 juillet 1992), fut rompue par une attaque des forces croates en avril 1993. Les forces bosniaques musulmanes ont durement répliqué, passant au besoin des alliances implicites ou explicites avec les forces serbes, notamment à Mostar (*Le Monde*, 24/11/93).
- (6) On peut également évoquer d'autres combattants musulmans en bisbille avec le gouvernement de Sarajevo, notamment les commandants Musan Topalovic Caco et Ramiz Delalic Caco destitués pour « activités criminelles » (*Le Monde*, 27 octobre 1993).

## FRANCE CULTURE

(93.5/93.9)

### Les chemins de la connaissance

Du lundi 10 au vendredi 14 janvier  
de 8 h 30 à 9 h

**PIERRE-JOSEPH PROUDHON**

par Roland Auguet

(réalisation : Arlette Dave)

avec

Gaston Boudet, Patrice Rolland  
Bernard Voyenne et Gaetano Manfredonia

...

### Une vie, une œuvre

Jeudi 13 janvier  
de 9 h 05 à 10 h 30

**MAX STIRNER**

par Jean Daive

(réalisation : Claude Giovannetti)

avec Gaetano Manfredonia, Bernard Pautrat,  
Gisèle Souchon, Pierre Osno, Gérard Rollet,  
Diederik Dettmeijer et Roger Caratini

Jeudi 20 janvier  
de 9 h 05 à 10 h 30

**MICHEL BAKOUNINE**

par Marie-Christine Navarro

EMBARGO

# Ne laissez pas mourir les enfants irakiens

Fin novembre 1993, le Conseil de sécurité de l'ONU a statué sur le renouvellement du blocus total de l'Irak

Le 15 janvier sera le troisième anniversaire du début des bombardements sur l'Irak.

Aujourd'hui, le blocus continue, renouvelé tous les soixante jours.

Comme toujours, ce sont les populations civiles et parmi celles-ci, les éléments les plus faibles qui sont les premiers touchés : enfants, femmes enceintes, vieux, malades.

La Coordination pour la levée de l'embargo appelle à un rassemblement le samedi 15 janvier à 14 h, place de la Sorbonne à Paris (5<sup>e</sup> arrondissement).

*« Notre défense inconditionnelle du peuple irakien ne signifie ni aveuglement ni alignement sur un régime que nous n'entendons pas cautionner. Nous savons, en tout cas, que la condition sine qua non pour que le peuple irakien, dans toutes ses composantes, prenne en main son avenir et fasse progresser les libertés démocratiques, c'est que soit levé l'embargo qui le réduit au chômage, le divise, le paralyse, l'étrangle, le tue... »*

(Sobhi Toma, Coordination pour la levée de l'embargo, meeting unitaire, 11 avril 1992.)

EN SEPTEMBRE 1990 alors que l'Irak était déjà sous l'embargo, un sommet mondial des Nations unies consacré à l'enfance eut lieu à New York. Madame Thatcher déclara notamment que « les enfants doivent être protégés de la guerre et de la misère ». George Bush, quant à lui, déclara que les enfants victimes de la guerre devaient être sauvés : « Nous devons en prendre la responsabilité, dit-il, en tant que communauté internationale d'adultes. »

Cent-cinquante-neuf pays signèrent la charte finale de ce sommet. Mais avant même le déclenchement des opérations militaires alliées, 4 000 enfants irakiens étaient morts des suites de l'embargo, qui est en réalité un blocus.

Selon l'UNICEF, en octobre 1991, 68 000 enfants étaient morts des suites du blocus, et 340 000 autres étaient en danger (*le Monde*, 26 octobre 1991) parce que les revenus des ménages manquent, parce que les vaccins, les médicaments manquent, parce que les césariennes sont effectuées à vif, sans anesthésie.

Toujours selon l'UNICEF, le nombre de décès d'enfants de moins de cinq ans atteindra 80 000 à 100 000 en 1993.

Ne parlons pas des malades, des vieillards, des chômeurs, qui n'ont d'autre solution que de tenter de survivre avec une ration alimen-

taire qui ne correspond qu'à 30% des besoins.

Combien de parents se sont-ils posé la question : lequel de nos enfants aura-t-il le droit de survivre ?

Sur les 3,3 millions d'enfants du pays, 950 000 sont en sursis, en situation de haut risque. La mortalité infantile a augmenté de... 435%.

Ramsey Clark, ancien ministre américain de la Justice, écrivit au secrétaire général des Nations unies que l'embargo provoque 2 000 décès par semaine, dus au manque de médicaments, de soins médicaux, de nourriture, à la pollution de l'eau parce que l'usine de fabrication de chlore a été détruite et qu'il est interdit d'importer ce produit : « Toute la population infantile est affectée. Le pourcentage de nouveaux-nés pesant moins de 2,5 kg était en 1990 de 4,5%. En 1992, il était supérieur à 17,6%, soit presque quatre fois plus. Il continue à progresser et, selon les estimations de médecins occidentaux, l'Irak aura des millions d'enfants déficients (stunted). »

Tous les médecins qui rentrent d'Irak confirment les propos de Ramsey Clark : une génération entière d'enfants deviendra déficiente mentale par manque d'apport protéidique dans sa petite enfance.

Aujourd'hui, Madame Thatcher et Monsieur Bush, qui avaient fait de si belles déclarations en septembre 1990, sont redevenus de simples citoyens, et Monsieur Mitterrand n'est qu'un président en sursis.

Mais les enfants irakiens, la population irakienne toute entière continuent de payer. Combien de personnes, si elles étaient interrogées dans la rue, sauraient que le blocus dure toujours, et que ses conséquences font que les médicaments, le lait maternisé sont inaccessibles ?

Les autorités politiques françaises, l'ONU ont beau dire que l'embargo ne s'applique pas aux médicaments : formellement, c'est

vrai. Mais les conséquences les plus directes de l'embargo : aucune rentrée d'argent à cause de l'interdiction du commerce, généralisation du chômage à l'ensemble de la société civile, paupérisation tragique de la population font qu'il est impossible d'acheter. Ce cynisme, c'est la population irakienne qui en souffre.

Le seul prétexte invoqué sous l'administration de George Bush pour le maintien du blocus était d'en finir avec le régime de Saddam Hussein. Le 22 septembre 1992, dans les couloirs de l'ONU, Lawrence Eagleburger, successeur par intérim de James Baker, déclarait à quelques délégués arabes que « les sanctions seraient maintenues tant que Saddam serait au pouvoir ». Il est vrai que depuis, l'administration Clinton a dépersonnalisé le problème. Mais les conséquences restent les mêmes.

**« Un peuple entier est pris en otage, et meurt à petit feu... »**

Faut-il donc affamer un peuple pour le convaincre de changer de dirigeants ? C'est là une singulière conception de ce droit dont se réclament les puissances occidentales.

Est-ce pour convaincre les Irakiens de changer de dirigeants que ce petit pays de dix-huit millions d'habitants a subi des bombardements qui ont produit des « effets quasi apocalyptiques sur l'infrastructure économique de ce qui était une société assez hautement urbanisée et mécanisée » ? (Rapport de l'ONU du 20 mars 1991.)

Est-ce pour convaincre les Irakiens de changer de dirigeants que les

Occidentaux les ont encouragés à se soulever, pour les abandonner dès que la répression a commencé ?

Est-ce pour convaincre les Irakiens de changer de dirigeants que les coalisés ont méthodiquement détruit des usines de transformation agro-alimentaire, les réseaux d'alimentation en eau, des réseaux d'irrigation, toutes les installations électriques et presque tous les ponts ? Et on pourrait ajouter les écoles, les mosquées, les églises...

La nature du régime a peu changé depuis l'époque où les Occidentaux lui livraient des armes, de la technologie militaire.

Un peuple entier est pris en otage, et meurt à petit feu ; une génération entière d'enfants est sacrifiée.

« Poursuivre par l'embargo l'étouffement de tout un peuple apparaît un jour comme un crime impardonnable contre l'humanité », disait Claude Cheysson dès juillet 1991.

Tous les soixante jours, ce crime est voté et revoté à mains levées par le Conseil de sécurité des Nations unies, tandis que des rédactions indifférentes, des parlementaires trop occupés et, des opinions accablées s'en lavent les mains.

Fin novembre 1993, un nouveau vote a statué sur le renouvellement de l'embargo. L'opinion publique pourra, peut-être, dans vingt ans, dire qu'elle ignorait ce crime. Mais les journalistes, les parlementaires, les hommes politiques ne pourront pas dire : « Je ne savais pas. »

La Coordination pour la levée de l'embargo appelle toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté à protester contre le maintien de ce blocus, dont seules les populations souffrent.

**Coordination pour la levée de l'embargo**

N.B. CLE, 14, rue Nanteuil, 75015 Paris.

LILLE

**CONFÉRENCE-DÉBAT SUR LA GUERRE DU GOLFE ET LE NOUVEL ORDRE MONDIAL**

Le groupe Humeurs Noires et le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux vous invitent, le samedi 15 janvier à partir de 15 h, à participer à une conférence-débat sur le Moyen-Orient, trois ans après le début des offensives contre l'Irak et au lendemain des accords israélo-palestiniens.

René Berthier, membre de la Coordination pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak et membre du groupe Février de la FA (Paris) et Christiane Passevant animeront le débat, qui se déroulera au CCL Benoît-Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage (M<sup>o</sup> Fives) à Lille.

ITALIE

## Cent ans après un soulèvement

Il y a un siècle, face aux conditions bestiales d'exploitation dans les carrières de marbre, face aux accidents de travail, la cherté de la nourriture et des loyers, le manque de formes d'assistance aux personnes âgées et handicapées, le vol légalisé de l'Etat et des financiers, des révoltes ont éclaté à Carrare et Lunigiana. Les anarchistes y avaient alors participé en tentant d'instaurer une société libre, juste et solidaire.

Aujourd'hui, certes les conditions ont changé en partie, mais le problème de fond posé par les anarchistes à la fin du 19<sup>e</sup> siècle reste réel. Et l'aspiration à la libération continue de s'exprimer dans de vastes secteurs du mouvement des travailleurs et des exploités.

Dans cette perspective de lutte émancipatrice, la Fédération anarchiste italienne a invité les COBAS du marbre, les CUB, les CIB-UNICOBAS, l'Union syndicale italienne, les COMU, les COMAD, l'association Pietro-Ferrero et tous les groupes et individus anarchistes à prendre part à une journée de discussion le samedi 15 janvier à 16 h dans la salle de réception de la mairie de Carrare.

Une manifestation est prévue initialement à 15 h devant la caserne Dogani, où eut lieu un des épisodes de la répression sanglante de la révolte de 1894 : l'armée avait alors tiré sur la foule venue demander la libération des prisonniers, tuant onze manifestant(e)s.

Notre camarade du journal *Sicilia libertaria*, Pipo Gurrieri, prendra la parole à l'occasion de la pose d'une pierre commémorative.

Une exposition sur la révolte se tiendra deux semaines durant sur le côté de la mairie.

**D'après info d'Alfonso Nicollazzi (FAI)**

**BRÉSIL**

**Répression anti-anarchiste** — Plus de cent militant(e)s anarchistes furent détenus à Sao Paulo durant le défilé militaire du 7 septembre 1993 sous accusations de provocation au désordre et port d'armes blanches.

Les anarchistes, qui protestaient contre le militarisme et les exactions constantes de la police contre la population sont issus des divers collectifs du mouvement anarchiste de Sao Paulo : Agence de nouvelles anarchistes (ANA) ; Collectif Traca ; mouvement anarcho-punk ; Collectif anarcho-féministe ; Groupe de conscience anarchiste et Collectif libertaire Edgar Leuenroth.

**Info extraite de *Revolta* (Barcelone) n° 15**

SÉLECTION

RADIO LIBERTAIRE (89.4)

• Samedi 15 janvier 1994, 10 h - 11 h 30 : « La Mémoire sociale ».  
20 h 30 - 22 h : « Raconte pas ta vie » : une femme, l'exil et le Kurdistan.  
• Lundi 17 janvier, 8 h 30 - 10 h 30 : Infos (avec Laurent).  
• Mardi 18 janvier, 16 h 30 - 18 h : « Petites annonces d'entraide » (avec Elisabeth).  
20 h 30 - 22 h 30 : « Radio Libertaria » (actualité sociale avec la CNT-AIT).  
• Mercredi 19 janvier, 16 h 30 - 18 h 30 : « Le lycée autogéré de

Paris ». Cet émission du lycée autogéré a lieu tous les 15 jours.  
• Jeudi 20 janvier, 20 h 30 - 22 h : « Chronique hebdo » avec le Comité Somport.

« Mots et Musiques » et Radio Libertaire présentent  
**CHRISTIANE AUTHIER**  
Lundi 24 janvier  
20 h 30  
Théâtre Clavel  
3, rue Clavel (M<sup>o</sup> Pyrénées)  
75019 Paris.  
Réservations : 43.84.70.04.  
Entrée : 70 et 90 F

Ciné sélection

Les rizières et l'héritier

« Je suis quelqu'un de tranquille, de doux. »  
John Ford (1895-1973)

EN 1963, Clint Eastwood a 33 ans. Ozu vient de mourir à Tokyo ; de l'autre côté de l'océan, Hollywood se vide de ses géants, morts de ne plus tourner. Quelque part, du côté de Dallas, un homme astique la lunette de son fusil : un certain Lee Harvey Oswald. En cette fin 1963, l'Amérique va vivre un énorme bouleversement ; une nouvelle fois, après Abraham Lincoln, un président des Etats-Unis est assassiné ; par qui, au fait ? La polémique perdure et génère livres, émissions de radio, de télévision, mais aussi maints films. En vrac, récemment : *Love fields*, *Dans la ligne de mire* ou *JFK*. 1963 est une année fracture dans le rêve américain d'un monde visualisé comme parfait.

Ce traumatisme inconscient est le décor du dernier film de Clint Eastwood : *Un monde parfait*. Batch (Kevin Costner) est en cavale avec Buzz (Keith Szarabajka), un otage consentant. De Ford volée en Ford volée, ils tournent en rond dans un Texas trop petit. Alors, il faut repousser la frontière plus loin. Une nouvelle fois. En route pour la dernière frontière : l'Alaska. Mais leurs ailes, leurs rêves sont trop larges dans un pays qui devient moralement trop étroit. Le rêve de liberté se brise dans un monde jamais assez parfait.

Dans ce cadre géographique et historique, Clint Eastwood poursuit une réflexion sur l'Amérique, sa société, sur la vie et le monde. De film en film. Il suffit de se souvenir de *Bird* (1988), du *Chasseur Blanc au cœur noir* (1990) ou du merveilleux *Unforgiven* (1992). L'Amérique trop puritaine, trop mercantile ne laisse plus de place à la liberté, aux pionniers, à la vie. Sa création se standardise au lieu de s'universaliser.

Réalisateur, mais surtout acteur, Clint Eastwood est dans *A perfect World* un marshall de type fordien (John Ford). Il est la loi, la conscience, le gardien d'une certaine Amérique, même si... Face à lui, les nouveaux dirigeants américains (FBI, CIA, psychologues, politiciens...). Il est vieillissant, il se dope pour rester dans le coup. Il croit encore aux vertus américaines d'une société implacable, machine qui va inexorablement le trahir.

Dans ce film complet, tous les détails sont signifiants. Lourds de sens, même si au départ on ne les intègre pas. Là aussi, le scénario de Clint Eastwood est parfait : la valse cajun, la caravane moderne, le costume d'Halloween, la lunette du fusil, les voitures Ford que l'on vole, Edgar Poe, les *T-bones*... Cette liste paraît obscure à qui n'a pas vu le film, mais une fois vu et identifié,

chaque détail explose de sens. Sinon comment entrevoir la dernière demi-heure de ce grand film ? Emotionnellement forte, elle est une véritable leçon de cinéma dans un monde parfaitement débordant d'imagerie. Clint Eastwood filme, dans un champ du Texas, ce qui se passe à quelques kilomètres de là à Dallas en cette fin d'année 1963.

Présent narratif celui de l'histoire : la mort de Butch, symbole d'une jeunesse incomprise mais aussi d'un futur tout proche ; pour Buzz un désarroi total et une perte de confiance évidente pour cette société. Cette dernière, ne l'oublions pas a été (et sera toujours) capable d'envoyer mourir sa jeunesse dans des rizières, celles de l'oncle Ho, ou des déserts, ceux de l'oncle Saddam.

De même, que penser de Garnett (Clint Eastwood) : est-il seulement un homme de loi ? N'est-il pas aussi un symbole ?

Les pistes, les symboles se multiplient et s'entrecroisent dans ce film. Il est le plus important de ces derniers mois. En véritable héritier du grand cinéma classique américain, Clint Eastwood poursuit et affine son œuvre. De la lucidité comme leçon de cinéma, juste aussi comme la direction de l'enfant, juste avec plein d'humour.

Salim de « Fondu au Noir »

BROCHURE

Il faut cent, mille Bernard Lazare !

La sortie du très médiatique *Germinal* de Claude Berri a remis sur le devant de la scène l'écrivain Emile Zola et son fameux « J'Accuse ! » à propos de l'affaire Dreyfus. Dans *le Nouvel Observateur* du 16 septembre 1993, Claude Roy s'écrit : « Il faut cent, mille Zola ! Quelle voix s'éleva demain pour dire "non" et que le monde l'entende ? »

Je dirai pour ma part : il faut cent, mille Bernard Lazare ! C'est lui en effet qui a été le premier à dire non tout de suite et pas trois ans après comme Zola, mais *la Justice* du 17 novembre 1894 n'eut pas l'impact médiatique (d'jà !) de *l'Aurore* du 13 janvier 1898. Pourtant tout y est, et le mérite de Bernard Lazare était double : face à une presse unanime, seul il eut le front de penser autrement ; jeune juif anarchiste, il le fit sans souci de la personnalité de l'accusé, militaire et grand bourgeois.

Il revint d'ailleurs à la charge dans trois brochures écrites en 1896, 1897 (1) et 1898 qui n'eurent guère d'écho dans l'opinion lorsqu'elle parurent, mais, démontant point par point l'accusation, pesèrent indéniablement par la suite dans la balance en faveur de la révision du procès.

Ce qui est à mon sens essentiel de souligner, c'est qu'à une époque où la lutte des classes était vécue durement au quotidien, les anarchistes, après un premier temps d'indifférence il est vrai, soutinrent Dreyfus à l'instar de Sébastien Faure qui dans *le Libertaire* du 4 décembre 1897 (2), sous le titre « La question Dreyfus », reprenait les grandes idées de la seconde brochure de Lazare. Ils avaient compris que Dreyfus était un bouc émissaire sacrifié à la raison d'Etat et que contre la réaction monarchiste grandissante, il fallait se mobiliser pour la sauvegarde de la République (même si elle se comportait à leur égard comme une « marâtre »), proposant de constituer « dans tous les quartiers des comités de vigilance qui auront pour mission de défendre les libertés républicaines et pour devise de tout oser, si on les menace » (3)...

La question sociale ne saurait en effet être résolue que dans un cadre de justice et de liberté. C'est ce que

rappelle avec force Bernard Lazare : « La liberté de tous les citoyens se trouve atteinte par la façon atroce dont quelqu'un a été jugé, et c'est les défendre tous que d'en défendre un seul. J'ai défendu le capitaine Dreyfus, mais j'ai défendu aussi la justice et la liberté. »

Jean-Jacques Gandini

(1) Objet de la présente réédition : Bernard Lazare, *L'affaire Dreyfus : une erreur judiciaire*, éditions Allia (avec une remarquable préface de P. Oriol). En vente au prix de 75 F (+ 10% de frais de port) à la librairie du Monde Libertaire (chèque à l'ordre de Publico).

(2) Antérieur donc au « J'Accuse ! » de Zola.

(3) *Le Libertaire* opus cité.

FESTIVAL MOSELLAN

Quand le rock se fout des frontières

Les réservations se font au 82.54.43.95. Au programme, les Frioulans de Mitili FLK qui viendront présenter pour la première fois en France leur insolite rap-folk-raggareck, les Bretons de EV avec leur rock celto-finnois et le Trans-Eurock Express des Franciques de Tutti Futti.

En dehors de ce festival, qui est un moment de rencontre privilégié, Réseau Rock & Régions entend créer un véritable réseau de langues et des rocks. Des contacts très forts unissent déjà RRR et Tutti Futti à des groupes comme Anrhefn (Pays de Galles), Saarbruck libre (Allemagne), Sophyllis (Luxembourg) et Red Cardell (Bretagne). RRR propose notamment des échanges de tournées. C'est ainsi que le public lorrain a découvert Anrhefn et les Gallois Tutti Futti. Cette année, Red Cardell tournera en Lorraine et Tutti Futti parcourra les routes du Finistère. Des contacts sont également en cours en Hongrie et en Irlande. Le Réseau nourrit aussi quelques affinités avec



Le groupe breton EV (EV, 8, rue de la Ville-en-Pierre, 44000 Nantes). Photo Claude Servat.

les Occitans sans frontières de Lina Imaginot, cette ligne imaginaire qui traverse quelque part entre Marseille et Toulouse et qui réunit notamment des groupes comme Massilia Sound System et Fabulous Troubadours.

A l'heure où la France qui se « bat » pour l'exception culturelle refuse en même temps de signer (2) la Charte européenne sur les langues régionales ou minoritaires, ces gens-là construi-

sent une Europe qui n'est pas celle de Schengen, de Solingen ou de Maastricht, mais plutôt une Europe où la parole a encore son mot à dire dans toutes les langues.

Pascal Didier

(1) Cf. ML n° 935.  
(2) Autre pays non-signataire de cette Charte, la Turquie !  
N.B. : pour contacter le Réseau Rock et Régions, écrivez au : 17, de la Perdrix, 57100 Thionville.

MEXIQUE

# Soutien aux rebelles de l'Armée zapatiste de libération nationale

**A** LA DATE SYMBOLIQUE du 1<sup>er</sup> janvier 1994, les Indiens mexicains de la province de Chiapas dans le sud du Mexique se sont révoltés contre le gouvernement de Pedro Salinas, un gouvernement qui se maintient au pouvoir depuis de nombreuses années, bénéficiant du soutien des Etats-Unis, et qui joue aujourd'hui la carte de l'ouverture économique et démocratique. Deux cents familles y contrôlent le pays alors que vingt millions de personnes, le quart de la population, vivent en situation d'extrême pauvreté.

Les membres de la guérilla zapatiste, indiens en majorité, ayant, semble-t-il, des contacts avec la Guatemala et le Salvador, parlent de révolution. Ils ont déclaré la guerre par voie d'affiches au gouvernement de Mexico. Ils revendiquent la poursuite de la réforme agraire et la juste répartition des terres, d'où la référence à Emiliano Zapata. D'autre part, ils dénoncent l'accord de libre échange nord-américain (ALENA) entré en vigueur au jour de l'an 1994, le sous-développement qui les touche

et la perte de leur identité amérindienne.

La campagne 500 ans de résistance indigène, noire et populaire n'est sans doute pas pour rien dans cette prise de conscience et dans la décision de passer à l'action de façon si déterminée. Elle avait dénoncé, tout en s'opposant à la célébration officielle de la découverte de l'Amérique, les conditions dramatiques d'existence qui étaient celles des populations amérindiennes (négligence des droits les plus élémentaires à la vie), conditions de survie très difficiles qui touchent bien sûr d'autres



Doc. David Poole in « Itinéraire » n° 9/10, consacré à Ricardo Flores-Magon.

personnes que des Amérindiens, puisque c'est la majorité des populations d'Amérique latine qui souffre de la misère. Autre problème mis en avant par la campagne, la concentra-

tion des terres dans les mains de quelques oligarchies ou multinationales. Rappelons-nous la situation des paysans brésiliens qui luttent depuis des années pour se réapproprier des terres avec le Mouvement des sans terre (tournée organisée en France par le collectif Guatemala et la Fédération anarchiste pour la campagne des 500 ans).

A l'heure où nous écrivons ces lignes, la répression a commencé et les rebelles zapatistes ont été obligés de se réfugier dans les montagnes. Il est trop tôt pour dire si d'autres secteurs vont suivre et se joindre à la révolte. L'armée met le maximum de forces pour mater la rébellion : 12 000 hommes contre environ 1 000

insurgés, qui bénéficient toutefois très certainement du soutien de la population.

De notre côté, que pouvons-nous faire ? Faire connaître et parler de la situation présente qui illustre les grands problèmes que rencontrent nos camarades latino-américains.

Et puis écrire pour dénoncer et protester, s'opposer à la répression (plus de quatre cents victimes pour l'instant, des exécutions sommaires...), soutenir les revendications des Indiens mexicains, écrire à l'ambassade du Mexique en France (1).

Patrick Aguiar  
(gr. Emma-Goldman - Bordeaux)

(1) Ambassade du Mexique, 9, rue de Longchamps, 75016 Paris.

**PARIS**  
**VENREDI 14 JANVIER**  
**12 H**  
**rassemblement**  
**ambassade du Mexique**  
**(à l'angle**  
**du 9, rue de Longchamps**  
**et du 20, rue du Président-**  
**Wilson)**

## CENSURE

### « Libération » et le Mexique

Economies obligent, *Libération* n'a plus de correspondant au Mexique. D'où la pauvreté de l'information sur ce qui se passe actuellement au Chiapas. Des journaux comme *El Pais* (Madrid) y consacrent plusieurs pages par jour. Mercredi 5 janvier, est parue l'interview du commandant Marcos, traduite le lendemain dans le quotidien français. Quelques réflexions : tout d'abord le titre : « C'est la violence et la faim qui nous poussent », où *Libération* a-t-il trouvé le mot « violence » ? Le titre espagnol est : « Nos empujan el hambre y la miseria » (C'est la faim et la misère qui nous poussent) ; ensuite, la fin de l'interview a été tronquée. Pour pallier cet « oubli » et informer le lecteur du *Monde libertaire*, nous vous le transcrivons à la suite de la fin de la traduction de *Libération* : « Notre intention n'est pas de former un gouvernement, ce que nous voulons c'est un gouvernement élu démocratiquement, représentant toutes les ethnies. Je voudrais aussi dire clairement que je ne suis pas le leader de l'EZLN. Nous n'avons pas de leader, mais un comité. Je suis seulement chargé de l'opération actuelle à San-Cristobal. »

Ce ne sont que quelques lignes, mais qui ont leur importance. Drôle de manière pour *Libération* de traiter ceux qui ne respectent pas le nouvel ordre mondial...

De la même façon, *Libération* supprime la phrase où le commandant Marcos explique que, bien que non originaire de la province de Chiapas, il est mexicain (réponse aux habituels soupçons sur la main de l'« étranger »).

Terminons par cette réplique d'un guérillero anonyme qui n'intéresse pas *Libération* : « Nous sommes « foutus » et nous avons faim, mais nous combattons. Nous n'avons pas de maisons, nous n'avons pas de médicaments, mais nous combattons. »

Atapaz

## QUELQUES REPERES

### Zapata

Leader indien qui, lors de la révolution mexicaine de 1910 contre la dictature de Porfirio Diaz, se souleva avec les Indiens et les paysans pour revendiquer « la terre à celui qui la travaille ».

Emiliano Zapata sera assassiné en 1919. La réforme agraire n'a pas vraiment beaucoup progressé depuis.

### Anarchistes

Le mouvement anarchiste du Mexique était très important au début du siècle. Il prépara, par de multiples insurrections et un travail de propagande intense, la révolution mexicaine de 1910, à laquelle il participa activement.

Le mouvement anarchiste mexicain, regroupé autour du Parti libéral mexicain (PLM), fut anéanti par les nouveaux dictateurs qui confisquèrent la révolution, ainsi que par le gouvernement américain. Certains membres du PLM se joignirent à Zapata. Les anarchistes mexicains se sont battus pour la révolution totale et la distribution des terres. Ils refusèrent de rendre les armes (cf. l'excellent numéro d'*Itinéraire* consacré à Ricardo Flores-Magon et aux anarchistes mexicains. Prix : 60 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire, chèque à l'ordre de Publico).

### ALENA

C'est un peu le GATT à l'échelle du continent américain. Il a pour but de créer au bénéfice des Etats-Unis une zone de libre-échange privilégiée avec le Canada et le Mexique, en fait de lier les trois

économies, et par là-même de créer une zone de « chasse-gardée » par le biais du protectionisme. Le but est aussi de faire adhérer d'autres pays d'Amérique latine (les candidats sont nombreux : Colombie, Bolivie...), et du même coup, de casser les dynamiques locales de regroupement économique (parti andin, marché commun de l'Amérique centrale, et MERCOSUR). Bref, l'impérialisme est toujours au goût du jour.

Après le soutien aux dictatures, il s'agit aujourd'hui d'étendre la domination des Etats-Unis par le biais de l'économie, après avoir favorisé la transformation des anciennes dictatures en régimes pseudo-démocratiques. C'est la poursuite de façon plus directe et à des fins propres, des politiques menées depuis de nombreuses années par les organismes internationaux, tels le FMI et la Banque

mondiale. Des « aides » économiques qui imposent des choix aux pays pauvres décidés par les pays riches, et contribuent à les appauvrir.

Le résultat, seuls les prix et les inégalités sociales augmentent. Par exemple au Mexique, les loyers ont augmenté de 266% de 1988 à 1993, alors que selon les enquêtes les plus récentes, 10 % seulement de la population aurait vu son revenu augmenter depuis 1988, et 90 % restant ayant enregistré une stagnation ou un recul (cf. l'article du *Monde diplomatique* de décembre 1993).

Cela se passe de commentaires, et ce n'était que la préparation à l'ALENA.

P.A. (Gr. Emma-Goldman - Bordeaux)

## SOMMAIRE

Page 1 : Laïcité et anarchisme (suite p. 3), Mobilisation pour l'abolition du chômage (suite p. 4), Editorial : 1994 l'année de toutes les révoltes.

Page 2 : Un nouveau colonialisme. Page 3 : Laïcité et anarchisme (suite de la « une »), A l'ouest rien de nouveau, Motion FA sur la laïcité, Quelques bonnes adresses, Parutions.

Page 4 : Mobilisation pour l'abolition du chômage (suite de la « une »), La lettre de Viannet,

Associations, Rendez-vous.

Page 5 : Le lobby interventionniste. Page 6 : Ne laissez pas mourir les enfants irakiens, Cent ans après un soulèvement (Italie), brève brésilienne.

Page 7 : Sélection RL, Il faut cent, mille Bernard Lazare, Les rizières et l'héritier, Quand le rock se fout des frontières.

Page 8 : Soutien aux rebelles de l'Armée zapatiste de libération nationale, « Libération » et le Mexique, Quelques repères.